



Communiqué de presse

034/2023

Montreuil, le 1^{er} avril 2023.

Poison d'avril : la casse de l'hôpital s'accélère !

Enfermé dans une logique de refondation globale de notre modèle social, le gouvernement profite de la focalisation de l'attention sur les retraites pour accélérer ses opérations de casse de l'hôpital public.

L'application brutale, le 3 avril prochain, des mesures concernant l'intérim à l'hôpital va se traduire par l'accélération de la fermeture de centaines de services. Les directeurs d'hôpitaux confirment ce risque. L'annonce de l'augmentation du plafond de la vacation de 24 heures pour les intérimaires ne répondra pas aux nombreuses exigences pour rétablir la situation de l'hôpital, et plus largement du système de santé et d'action sociale, pour que nous soyons en capacité de répondre aux besoins de la population.

Toutes les spécialités hospitalières sont aujourd'hui en difficulté : la pédiatrie, la psychiatrie, la chirurgie, l'hématologie... Aujourd'hui, il reste 650 services d'urgences, c'est un seuil en dessous duquel il ne faut pas descendre ! Une centaine de maternités sont menacées par un rapport rédigé par un professeur parisien, champion de l'activité privée à l'hôpital public, qui facture l'accouchement à 2 000 euros en dépassement d'honoraires.

Comment accepter l'argument de la sécurité pour justifier les fermetures, quand les seuils de sécurité comme un accès aux urgences à 30 mn maximum et un accès aux maternités à 45 mn maximum sont de plus en plus fréquemment et dangereusement dépassés ?

Ces éléments parmi tant d'autres sont la preuve que le gouvernement mène une stratégie très bien construite pour fermer environ 150 hôpitaux sur l'ensemble du territoire.

Nous alertons. Il faut arrêter cette mise à mort !

La fermeture d'établissements de proximité engendre une concentration d'activité sur les sites de référence qui deviennent des usines soumises à des cadences infernales et n'arrivent pas à répondre aux besoins. C'est la surchauffe. La situation est tellement tendue que l'objectif pour « eux » aujourd'hui, c'est le cynique « *no dead challenge* ». Ne pas mourir ne suffit pas ! Pour nous, l'objectif c'est de mettre tous les moyens pour aider les gens à se soigner. C'est permettre le développement d'un état de bien-être physique, psychologique et social !

Dans le même temps, les ARS facilitent la réorganisation du secteur privé lucratif en lui octroyant des autorisations d'activité sans aucune contrainte de service public et qui subventionne largement ses opérations de restructuration.

Non, la situation ne se réglera pas grâce au secteur privé. Non, le transfert de compétences et la casse des métiers ne résoudront pas le problème du manque de personnels qualifiés et le manque d'attractivité des métiers du sanitaire et du social.

Il est urgent que cette question devienne une priorité politique nationale afin de pouvoir s'y opposer comme sur le dossier des retraites. Il y a urgence avant qu'il ne soit trop tard.

Notre système de santé, nos services publics, notre Sécurité Sociale et notre protection sociale doivent être une priorité pour notre gouvernement. Ce sera le message que nous passerons le 7 avril 2023 à l'occasion d'un rassemblement devant le ministère de la Santé et de la Prévention pour marquer la journée mondiale de la santé.